

Krassowski, Andrzej, *Development and the Debt Trap, Economic Planning and External Borrowing in Ghana*, London, Croom Helm in Association with The Overseas Development Institute, 1974, 166 p., appendix, index.

Maureen Covell

Volume 7, Number 4, 1976

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/700741ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/700741ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Covell, M. (1976). Review of [Krassowski, Andrzej, *Development and the Debt Trap, Economic Planning and External Borrowing in Ghana*, London, Croom Helm in Association with The Overseas Development Institute, 1974, 166 p., appendix, index.] *Études internationales*, 7(4), 637–639.
<https://doi.org/10.7202/700741ar>

Un second point à retenir est l'évolution qu'a connue cette politique. Sous Lénine, c'était une tactique à l'intérieur d'une plus grande stratégie où les guerres inévitables entre États décideraient de l'issue. Staline s'en servit dans les années trente et, après la Seconde Guerre mondiale, il poussa son analyse au point où il postula la division du monde en deux camps hostiles. L'avènement de la guerre thermonucléaire transforma cependant la situation dans la politique mondiale et, sous Khrouchtchev, la politique de coexistence pacifique devint une stratégie dans la lutte entre les deux systèmes. Kohler et ses collègues décrivent adéquatement les changements dans la doctrine que Khrouchtchev, et après lui, Brejnev et Kossyguine, apportèrent. Il est intéressant de noter que Khrouchtchev avait postulé la compétition pacifique entre les deux systèmes ; ses successeurs, beaucoup plus conscients des occasions en politique étrangère, surtout dans le Tiers-Monde, vont adopter une position beaucoup plus militante en soulignant le fait que la politique de coexistence pacifique est effectivement une forme spéciale de la lutte des classes sur la scène internationale. Ce sont surtout la guerre au Viêt-nam et la doctrine Nixon qui sont, pour les Soviétiques, un signe que les États-Unis sont en perte de vitesse et que l'URSS et le monde communiste peuvent se permettre de poursuivre la lutte contre le monde capitaliste sans craindre la guerre. Entrer en relations scientifiques, culturelles et commerciales avec le monde capitaliste n'est nullement en contradiction avec cette politique, mais au contraire, c'est une façon de la réaliser davantage.

Trois chapitres sont consacrés à un examen des différents aspects de cette politique. Ils ne font en fait que soutenir la thèse principale. On voit toutefois jusqu'à quel point cette politique a été développée et qu'aucun domaine n'y échappe. Les auteurs offrent beaucoup d'éléments qui serviront à l'étude de la politique étrangère soviétique.

C'est un ouvrage qui saura être utile non seulement par la documentation, mais surtout pour son analyse serrée du leitmotiv principal de la politique étrangère soviétique contemporaine.

Stanislav KIRSCHBAUM

*Département de science politique,
Collège Glendon,
York University*

KRASSOWSKI, Andrzej, *Development and the Debt Trap, Economic Planning and External Borrowing in Ghana*, London, Croom Helm in association with The Overseas Development Institute, 1974, 166p, appendix, index.

Dans son ouvrage, *Development and the Debt Trap*, Andrzej Krassowski, chercheur à l'*Overseas Development Institute*, de Londres, trace l'histoire de la ruée sur la dette du régime Nkrumah. Krassowski trouve les origines du problème dans la période coloniale, et termine son histoire en 1972, année de la répudiation unilatérale du régime du colonel Acheampong. Le livre s'adresse surtout « à ceux qui offrent, assurent, ou acceptent les crédits de fournisseur, ou qui auront à secourir les pays qui se sont comblés de dette ». Pour ces lecteurs, la répudiation devrait paraître comme le dénouement d'une histoire tragique.

Le Ghana a débuté la période d'indépendance comme un des plus fortunés des pays sous-développés : prix élevés pour son premier produit, le cacao, réserves importantes de devises étrangères, et un revenu national par tête qui était parmi les plus élevés de l'Afrique noire. En effet, c'est dans cette prospérité originelle que Krassowski trouve une des racines de la dette : la possibilité de se servir des réserves accumulées pour financer un budget déficitaire amenait à un taux de dépenses publiques

qu'il fallait, une fois les réserves épuisées, maintenir par moyen d'emprunts à l'étranger : diminuer le budget d'État amènerait au désastre économique et politique.

Krassowski s'occupe surtout des erreurs de la planification économique et de la gestion financière : le manque de statistiques de base et l'absence d'un modèle pour l'économie ghanéenne de l'époque ou les transformations souhaitées ont eu comme résultat un choix de projets sans calcul des coûts de maintien ou de leur contribution exacte à la croissance du PBI. En l'occurrence, la plupart des projets complétés ont constitué, grâce aux frais d'opération, un frein plutôt qu'un stimulant à l'économie. Le choix des projets est devenu encore moins cohérent au fur et à mesure que le rôle des crédits de fournisseur dans l'investissement est devenu plus important. De plus en plus le choix des projets se faisait non pas en fonction du plan d'investissement, mais en fonction des offres de crédit. Puisque le crédit commercial ne couvrait que rarement le coût global des projets, l'incohérence n'en était pas la seule conséquence : les projets qui faisaient partie du plan en souffraient aussi, puisqu'ils perdaient les fonds pour financer les projets entrepris grâce aux crédits.

Selon Krassowski, les conditions des prêts n'étaient pas la cause de la crise, mais un facteur contribuant aux difficultés créées par la politique d'investissement du régime Nkrumah. Il donne aux lecteurs des conseils de sagesse fiscale : stratégie cohérente d'investissement, caution auprès des crédits de fournisseur, accumulation des réserves budgétaires. Pour ceux qui sont chargés de la gestion des économies sous-développées ce sont peut-être des conseils valables, puisqu'ils touchent aux catégories qui sont, en principe, maniables. Mais ces économies ont aussi des traits moins susceptibles aux actions des planificateurs, dont Krassowski ne parle que brièvement, et qui sont significatifs dans une situation qu'on pourrait aussi appeler « la dette et le piège du développement ».

Une des raisons pour lesquelles le Ghana n'est pas arrivé à construire une stratégie de développement est qu'il n'existe pas de modèle reçu de la transition à une économie « développée ». L'histoire du développement européen ne dit presque rien à un petit pays qui manque de ressources, dont l'économie moderne dépend de l'exportation d'un seul produit agricole, et qui essaie de se développer dans le cadre d'une économie internationale dominée par les puissances déjà développées. Les coûts humains du processus du développement européen sont trop élevés pour un régime qui se veut « du peuple » et qui ne possède pas les possibilités de coercition qu'avait le gouvernement britannique ou soviétique.

La dépendance économique, dont le « piège de la dette » est peut-être la conséquence logique, offre un autre obstacle au développement. Les dirigeants ghanéens se trouvaient bloqués de chaque côté : une réduction des importations avait comme conséquence une réduction du revenu de l'État et de ses possibilités d'investissement. Même les efforts de remplacer les biens de consommation importés par les produits locaux avaient un piège caché : étant donné le manque de matières brutes locales, ces efforts arrivaient seulement à transférer la dépendance de la consommation à la production.

Il faut noter aussi la complicité des entreprises, pays fournisseurs et assureurs du crédit : Krassowski en parle, mais brièvement. Les offres des projets qui étaient imprudents, sinon frauduleux ; le prolongement des crédits après l'épuisement des réserves ghanéennes pour protéger le commerce d'exportation du pays donateur ; et la corruption qui semble faire partie du *modus operandi* du monde des affaires ont tous eu leur rôle à jouer dans la construction du piège. Étant donné le refus des créditeurs d'accepter quelque responsabilité et leur tendance à faire des discours de moralité aux régimes qui ont succédé à Nkrumah, la répudiation de 1972 n'est que la conclusion logique du drame.

Development and the Debt Trap donne le point de vue des planificateurs économiques sur les difficultés ghanéennes ; on attend encore une étude qui mettra en relief les influences de la politique et du jeu international des gouvernements, économies, et entreprises.

Maureen COVELL

*North Adams State College,
Massachusetts*

LATOUCHE, Daniel, LORD, Guy et VAILLANCOURT, Jean-Guy, *Le processus électoral au Québec : les élections de 1970 et 1973*, Montréal, Cahiers du Québec/Hurtubise HMH, 1976, 288p.

Ce recueil de textes sur les élections québécoises de 1970 à 1973 est des plus importants pour saisir un certain nombre de phénomènes qui ont entouré le déroulement de ces deux scrutins. C'est la première fois, nous semble-t-il, qu'après le livre *Quatre élections provinciales au Québec : 1956-1966*, publié en 1969 sous la direction de Vincent Lemieux, autant d'éléments d'informations et d'analyse sur différents aspects d'une élection sont apportés dans un ouvrage de sociologie électorale. À ce chapitre, l'apport de ce livre est fort précieux. Certaines limitations atténuent cependant le désir des auteurs de présenter un éclairage d'ensemble sur les élections de 1970 à 1973. Plusieurs des études présentées ne concernent pas les deux élections sur la base d'un même sujet ; certaines analyses s'appliquent uniquement à l'élection de 1970 (chapitres 1, 4, 6, 7, 8), alors que d'autres réfèrent seulement à celle de 1973 (chapitres 2, 5, 9), rendant très difficile une quelconque généralisation des. De plus, plusieurs de ces études ne s'appliquent qu'à la seule région de Montréal (chapitres 1, 2, 4, 8).

Comme les auteurs le rapportent eux-mêmes dans l'introduction, le livre s'articule autour de trois thèmes majeurs : l'organisation de la campagne, les attitudes et les idéologies, et enfin les perspectives d'avenir des différents partis en lice. Dans un premier temps, Guy Lord, Pierre Fournier, Pauline et J.-G. Vaillancourt s'attachent d'abord (chapitre 1) à une analyse du fonctionnement des organisations locales à l'occasion de l'élection de 1970 dans trois circonscriptions de l'île de Montréal, visant ainsi à faire contrepoids aux études antérieurement menées par Vincent Lemieux et Michel Chaloult dans les circonscriptions rurales. Guy Lord, Daniel Latouche et Denis Lacombe présentent ensuite (chapitre 2) les résultats d'une enquête faite auprès d'une centaine d'organisateur en chef des différents partis dans la région montréalaise à l'occasion des élections de 1973. Jacques Benjamin (chapitre 3) analyse les techniques de marketing électoral utilisées par les différents partis depuis 1960 pour vendre leur produit. Sont principalement analysés « le rôle des conseillers en communication auprès des partis, de même que les conséquences de ces nouvelles techniques de marketing » (p. 93). Pierre Lamothe et Jean Desjardins (chapitre 4), à la suite des travaux de Guy Bourassa et de Francine Dépatie sur les élections de 1966, analysent la présentation qu'ont donnée de la campagne électorale d'avril 1970 les principaux quotidiens francophones et anglophones de Montréal. Finalement, Daniel Latouche (chapitre 5) présente une étude comparée des programmes électoraux des quatre partis les plus importants lors de l'élection de 1973.

Dans la deuxième partie, les auteurs effectuent une analyse de quelques phénomènes qui sont plus directement reliés « au comportement et à l'idéologie de l'électeur québécois » (p. 153). Alors qu'André Bernard (chapitre 6) s'attaque au phénomène de l'abstention électorale entre les communautés francophone et anglophone jusqu'à l'élection d'avril 1970, Jacques Léveillé